

Voler au secours des abeilles – Produire du miel « made in France »
Diagnostic scientifique – Soins des Abeilles – Mobilisation du terrain – Volonté publique

Colloque organisé par Dino Cinieri Député la Loire
Jeudi 15 octobre 2015 Assemblée Nationale

Tout public : 150 participants

Dino Cinieri accueille les participants et précise que le Ministère de l'Agriculture n'a pas souhaité répondre favorablement à son invitation, et présente les excuses de l'UNAF, de l'ITSAP qui n'ont pas pu être présents à la tribune.

Introduction par Daniel Sauvatre qui précise que l'abeille est nécessaire pour la pollinisation des vergers de pommiers et que dans le même temps l'arboriculteur quel que soit l'itinéraire technique choisi (AB, PFI) doit protéger ses arbres contre les pucerons en pré et en post floraison.

Session 1 : Diagnostic de la filière

1- **Les représentants de l'Anses** présentent les résultats d'une étude relative aux facteurs de stress responsables dans l'affaiblissement et la mortalité des colonies (Facteurs biologiques, chimiques, alimentation, pratiques apicoles, facteurs climatiques, physiques)... Sur les PPP, l'Anses pense qu'il existe des interactions entre molécules et donc qu'il serait nécessaire d'en tenir compte dans la délivrance des AMM. L'agence confirme que les causes de mortalité des abeilles sont multifactorielles, ses recommandations pour améliorer la santé des abeilles sont :

- Maintien biodiversité
- Respect bonnes pratiques apicoles
- Diminution de l'exposition globale des abeilles aux produits phytosanitaires
- Méthodes quantitatives pour les agents infectieux
- Création de ruchers de référence réunis en réseau

2- Le **Dr Nicolas Vidal Naquet** docteur vétérinaire diplômé en apiculture et en pathologie apicole présente ensuite les dangers sanitaires affectant la santé des colonies d'abeilles. Il précise en introduction qu'il y a une urgence sanitaire car les abeilles françaises sont malades et donc que par conséquent une insécurité sanitaire menace. Les pertes hivernales sont supérieures à la normale (5 à 10% en France) mais inférieures à la normale US (<15%). Sur 4 ans, la situation s'améliore au niveau national mais est extrêmement variable d'une région à l'autre. La colonie d'abeilles est dépendante de nombreux paramètres environnementaux (météo, emplacement, nourriture, pratiques agricoles et apicoles, activité humaine, agents infectieux, substances chimiques...). Les 3 principaux risques cités sont :

- a. la monoculture qui ne permet pas de nourrir l'abeille toute l'année,
- b. les substances chimiques utilisées sur les cultures mais aussi dans les ruches,
- c. les agents biologiques pathogènes comme les parasites acariens (en particulier varroa destructor...), les champignons (*Nosema ceranae*...), les insectes prédateurs (frelons asiatiques mais aussi *Aethina tumida*...), les bactéries...

Ce vétérinaire recommande d'agir sur 3 axes simultanément et de manière coordonnée pour répondre à l'urgence sanitaire:

- Aspects sanitaires dans les ruchers et échanges internationaux

- Risques toxicologiques
- Ressources alimentaires

Enfin, **Julien Delaunay (section apicole de la FNSEA)** vient conclure cette première session en affirmant qu'il y a un véritable potentiel en France et qu'il ne faut pas opposer apiculture et agriculture, que nous devons faire un pari gagnant gagnant.

Questions : **Le Dr Jean-Marc Bonmatin du CNRS** précise qu'il est démontré que les rendements des cultures sont meilleurs en présence de pollinisateurs et que le danger chimique menace ces populations. « Les conclusions sont alarmantes sur l'impact des pesticides sur les abeilles, en particulier les néonicotinoïdes ».

Le sénateur Labbé intervient pour dire qu'il avait des certitudes sur l'impact des pesticides et notamment néonicotinoïdes sur la biodiversité mais que de nouvelles études semblaient prouver le contraire. Cependant il continue à prôner la fin de la monoculture pour préserver la biodiversité. Il interviendra une nouvelle fois lors du passage dans le cadre de la loi sur la biodiversité pour préserver les pollinisateurs. Enfin il organisera une table ronde avec différents experts dont le Professeur Bonmatin ainsi que les firmes phytosanitaires afin de confronter tous les points de vue sur la biodiversité.

Un représentant de la LPO dénonce le système d'évaluation UE et fait le constat que les problèmes sont découverts après la délivrance des AMM. L'Anses répond que des évolutions sur la réglementation et des AMM sont à venir afin de tenir compte des co-expositions.

L'ANSES précise qu'il y a en ce moment un « effet de loupe » sur les néonicotinoïdes par la recherche, mais que les pesticides sont un cofacteur de la mortalité, il y a bien un effet cocktail de différentes causes.

Certains apiculteurs interviennent également pour regretter l'absence de médicaments efficaces contre le Varroa. L'Anses précise que là aussi des demandes d'AMM sont à l'évaluation.

Session 2 : Territoire et Biodiversité : avec l'abeille, le gagnant gagnant, c'est possible

- 1- **Arnaud Rousseau** présente les actions Fédération des Producteurs d'Oléagineux et de Protéagineux pour une « coexistence constructive et productive entre apiculture et agriculture. Il rappelle que des fiches de bonnes pratiques sont développées, que des MAE ressources florales sont contractualisées ainsi que d'autres initiatives locales (ex :Poll'Aisne)
- 2- **La Charte Qualité Lu'Harmony** est mise en avant, elle demande aux céréaliers de consacrer 3% de la SAU contractualisé avec LU à des zones fleuries mellifères par exemple, d'autres initiatives sont prises pour augmenter la biodiversité et limiter l'impact des pratiques sur l'environnement. Ce travail est mené en partenariat avec tous les acteurs de la filière
- 3- **Eric Masset**, vice Président de Coop de France déshydratation présente l'engagement des producteurs de luzerne pour nourrir les abeilles avec des fauches décalés pour que les abeilles est toujours de quoi butiner... là aussi un suivi de la fréquentation des abeilles, de la production de miel sont mis en place par cette filière
- 4- **Association Hommes de Terre** vient présenter ses actions avec le monde agricole pour diversifier la biodiversité en Beauce avec tous les acteurs du territoire.

L'UNAF rappelle qu'elle a également développé un label bee friendly qui interdit l'utilisation des pesticides nocifs pour les abeilles « en particulier les néonicotinoïdes ».

Un chercheur à l'Université de Versailles attire l'attention sur l'abeille noire, souche sauvage franco française et pense que les déplacements des colonies et les importations de reines ou de colonies d'autres pays sont en partie responsables de la situation actuelle.

Le président de Pollinis intervient à son tour pour se féliciter de toutes ses pratiques de progrès mais regrette que les « efforts » ne soient pas plus importants pour sauver la biodiversité. Daniel Sauvatre lui répond que les agriculteurs ont un double objectif : faire tourner leur exploitation et protéger l'environnement, que les interventions contre les ravageurs sont progressives et mesurées...

Gaston Franco, Président d'honneur de la Semaine Européenne de l'Abeille et de la pollinisation se félicite des discussions sur le sujet et souhaite que des résultats concrets arrivent très vite.

Session 3 : Quelles politiques publiques pour les abeilles en France et en Europe ?

1- **Un représentant de la DG Agri** vient présenter les actions de la PAC qui favorisent la biodiversité : zone tampon, surface d'intérêt écologique, prairies permanentes, agroforesterie...

2- **Gérard Vénereau ancien de la brigade vétérinaire**, intervient ensuite pour parler de son expérience terrain de 2009 à 2012. Il dénonce le manque de moyens publics pour mener à bien cette mission. « Les plans de sauvetage de l'apiculture se suivent et se ressemblent, engagent des dépenses pharaoniques sans succès. Il me semble qu'il devient urgent de faire preuve de bon sens et de réalisme dans ce dossier. Avant d'engager des sommes inconsidérées sur des recherches inutiles il me semblerait beaucoup plus efficace de s'attacher à des choses simples et je le répète de bon sens aussi bien dans le domaine sanitaire que la baisse constante de la production de miel. Ainsi je me permets de proposer un plan pour la survie de la filière apicole qui est sans prétention scientifique mais résulte de plusieurs années d'implication et d'observation de l'apiculture et de son environnement :

- **Pour le sanitaire:**

- Lutte collective contre le varroa
- Prophylaxie collective contre les maladies contagieuses

- **Pour la production de miel**

- s'assurer de l'attractivité et de leur qualité nectarifère des colza et tournesol par juxtaposition de variétés anciennes et actuelles
- S'assurer de l'effet des densités de semis notamment pour les tournesols

Ces deux productions étaient majeures à l'époque ou la production de miel culminait à des sommets en France

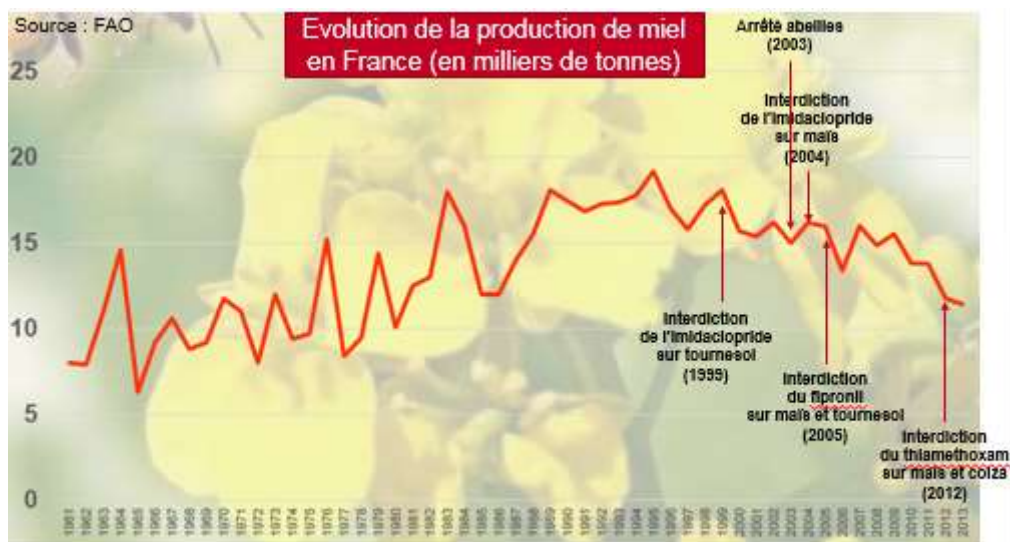
- **L'action administrative**

- **La maîtrise de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en agriculture**

3- **Jean Marc Petat de BASF** pose le débat sur le risque phytosanitaire pour les abeilles, il rappelle que les réglementations et les études d'évaluation se durcissent sur l'usage des phytosanitaires et pourtant la production de miel national diminue. L'étude Coloss montre que les situations sont très variées d'un EM à un autre et même à l'intérieur d'un même EM. L'origine multifactorielle est avérée et notamment l'importance de la nourriture. Le rapport de l'INRA 2014 montre que 3 facteurs sont coresponsables de la situation :

- les pathogènes et prédateurs
- certains pesticides (agricoles ou vétérinaires)
- les facteurs environnementaux qui privent les abeilles d'une alimentation constante et de qualité »

Il est donc nécessaire d'arrêter de continuer à sur réglementer les phytos mais de prendre objectivement tous les facteurs impliqués. Il est nécessaire d'engager un véritable dialogue !



- 4- **Julien Delaunay** regrette que « la France est verte mais sans fleur ». Il est nécessaire de la reflourir pour augmenter la production de miel français, au travers de SIE ou de MAE et en sélectionnant des semences mellifères. Mais aussi en luttant contre les maladies et parasites des abeilles en développant de véritables formations, en ayant des vétérinaires compétents, en recensant l'ensemble des apiculteurs professionnels ou amateurs... et en discutant avec le monde agricole
- 5- **Claudine Joly de FNE** trouve que la situation est catastrophique, que c'est de pire en pire. Que les agences d'évaluation sont défaillantes...

Le Docteur JM Bonmatin reprend la parole et interpelle JM Petat en lui demandant s'il connaît les coûts sur la santé publique et l'évaluation publique des produits phytosanitaires ? **JM Petat lui répond** qu'il n'en a aucune idée mais que pour lui il est normal que des agences publiques travaillent sur les produits phytosanitaires afin de garantir une indépendance des produits mis sur le marché. Et que pour la santé publique, si on se réfère à l'étude Agrican, il est prouvé que la population agricole, la plus exposée aux produits phytosanitaires, a une espérance de vie plus longue que la moyenne nationale. Enfin, JM Petat complète sa réponse en précisant que les PPP présentent peut être des risques qu'il faut diminuer mais aussi des bénéfices pour le public, notamment l'offre en produits de qualité en quantité et à moindre prix pour tous !

Daniel Sauvatre se félicite de la richesse des échanges de la matinée et assure que la filière Pomme va s'engager en faveur de la filière apicole.

Dino Cinieri s'engage également à suivre ce dossier et à la mener à bien, il demande la création d'une mission d'information parlementaire afin de faire un réel état des lieux de la filière et trouver des solutions pour relancer la production de miel en France.